

**Lycée de la Vallée du Cailly – Déville-lès-Rouen**  
**Conseil d'administration du lundi 1er février 2021**  
**Motion présentée par les représentant·e·s élu·e·s des enseignants**

Nous, membres du conseil d'administration du lycée de la Vallée du Cailly, prenons connaissance de la répartition de la dotation horaire globale telle que proposée pour la rentrée prochaine. Nous tenons à souligner le sens de l'écoute et du dialogue dont a fait preuve la direction de l'établissement, qui a tenté, compte tenu des moyens disponibles, de trouver les solutions les moins défavorables pour les élèves comme pour les personnels. Cependant, nous déplorons la restriction des moyens accordés à l'établissement, laquelle ne repose sur aucun fondement objectif.

En effet, l'enveloppe horaire octroyée à l'établissement par le rectorat pour la rentrée prochaine est en baisse de 5,4 %, soient 69 heures d'enseignement en moins par rapport à cette année. Pourtant, selon les prévisions, le nombre d'élèves attendu ne devrait diminuer que de 1,3 %.

À l'échelle de l'académie, cette restriction, disproportionnée au regard de l'évolution des effectifs, est d'une rare ampleur. Pourtant, notre établissement se distingue par le public qu'il accueille, moins favorisé que la moyenne. La moitié de nos élèves est ainsi issue d'établissements relevant de l'éducation prioritaire.

Cette restriction nous place, en tant que membres du conseil d'administration, devant une alternative insupportable : il nous faudrait choisir entre le maintien des options d'une part et le maintien d'un nombre raisonnable d'élèves dans les classes et dans les groupes de spécialité d'autre part...

Supprimer les options, c'est supprimer ce qui fait la richesse du lycée. C'est supprimer l'une des rares fenêtres dont disposent de nombreux élèves sur des univers culturels qu'ils ne connaissent pas. C'est contribuer à renforcer une éducation à deux vitesses, avec d'une part, des lycées de centre-ville, proposant à leurs élèves une grande diversité d'options et, d'autre part, des lycées de la périphérie recentrés sur des disciplines jugées plus fondamentales que d'autres. C'est, enfin, un bien mauvais signal dans un contexte où le monde de la culture est frappé en son cœur par la crise sanitaire.

Augmenter les effectifs d'élèves dans les classes et dans les groupes de spécialité, c'est remettre en cause les conditions des apprentissages eux-mêmes. Alors que nos élèves rencontrent en moyenne davantage de difficultés que d'autres dans les apprentissages, alors que ces difficultés sont d'autant plus fortes que la crise sanitaire perturbe durablement les enseignements, nous avons plus que jamais besoin de disposer de temps supplémentaire et d'effectifs allégés en classe pour permettre à tous nos élèves de répondre aux attentes des programmes et de s'approprier les savoirs.

Aucune de ces deux solutions n'est acceptable ! C'est pourquoi nous voterons contre la dotation horaire globale, exprimant par ce vote non pas notre refus de tel choix de répartition plutôt que tel autre mais notre refus des restrictions budgétaires qui nous sont imposées.